

# Sir Mackenzie Bowell

## 5<sup>e</sup> premier ministre du Canada

### Faits en bref

#### *Mandat*

- 21 décembre 1894 - 27 avril 1896

#### *Naissance*

- Le 27 décembre 1823 à Rickingham, en Angleterre
- Immigre à Belleville, dans le Haut-Canada (auj. l'Ontario), en 1832

#### *Décès*

- Le 10 décembre 1917 à Belleville (Ontario)
- Inhumé au cimetière Belleville, à Belleville (Ontario)

#### *Études*

- Apprenti imprimeur au journal *Intelligencer* de Belleville (Ontario), 1834
- Sydney Normal School, à Hastings (Ontario), brevet d'enseignement, 1841

#### *Vie privée*

- Marié en 1847 à Harriet Moore (1829-1884)
- Cinq filles et quatre fils

#### *Emplois*

- Imprimeur, rédacteur en chef et plus tard propriétaire du journal *Intelligencer* de Belleville
- Homme d'affaires
- 1858-1865, membre de la Belleville Rifle Company
- 1867-1872, major, 49<sup>e</sup> bataillon de Hastings
- 1870-1878, grand maître de l'ordre d'Orange de l'Amérique du Nord britannique

#### *Parti politique*

- Libéral-conservateur (précurseur du Parti progressiste-conservateur)
- 1894-1896, chef du parti

#### *Circonscription*

- 1867-1892, Hastings-Nord (Ontario)

#### *Autres charges*

- 1878-1892, ministre des Douanes
- 1892, ministre de la Milice et de la Défense
- 1892-1894, ministre du Commerce
- 1894-1896, président du Conseil privé

#### *Vie politique*

- Mission commerciale en Australie et promotion de l'établissement d'une liaison par câble sous-marin entre l'Australie et l'Amérique du Nord, 1894
- Tente de rétablir le système d'écoles séparées au Manitoba, 1895
- Sénateur, 1892-1917

- Chef du gouvernement au Sénat, 1893-1896
- Chef de l'opposition au Sénat, 1896-1906
- 2<sup>e</sup> premier ministre à diriger le pays du Sénat

## Biographie

*Je suis passablement convaincu, d'après les déclarations faites par la plupart des membres de la communauté dans la presse et sur la tribune, que ces derniers ne comprennent pas la question et qu'ils ne font pas la différence entre celle-ci et la loi relative au règlement de la question des biens des Jésuites.*

– Sir Mackenzie Bowell, s'exprimant sur les sentiments des protestants à l'égard de la question des écoles du Manitoba, mars 1895

Comme tous les premiers ministres, à un moment ou à un autre de leur carrière, Mackenzie Bowell doit faire la promotion d'une politique contraire à ses vues personnelles et publiques. Telle est la nature du travail des dirigeants du Canada. La situation des écoles du Manitoba a été l'une des questions les plus déchirantes de l'histoire du Canada, opposant les catholiques aux protestants, les anglophones aux francophones, l'Ouest à l'Est, l'administration provinciale au gouvernement fédéral, les libéraux aux conservateurs, l'Église à l'État. Comme tous ces groupes se chevauchent, les intérêts changeants de toutes les parties intéressées par la question des écoles du Manitoba créent un bourbier dans lequel le premier ministre sir Mackenzie Bowell s'enlise. Il est le seul premier ministre de l'histoire du Canada à avoir été contraint par son Cabinet de démissionner.

Mackenzie Bowell naît à Rickingham, en Angleterre, en 1823, et immigre au Canada avec sa famille en 1832. La famille Bowell s'installe à Belleville, et le jeune Mackenzie entre comme apprenti imprimeur au journal local, l'*Intelligencer*. En 1848, Bowell devient propriétaire et rédacteur en chef du journal, après avoir interrompu brièvement sa carrière journalistique pour des études au Sydney Normal School à Hastings. En 1858, il se joint à la Belleville Rifle Company, une milice de soixante-cinq hommes formée pour assurer la garde de la frontière du Haut-Canada pendant la guerre de Sécession.

À l'âge de dix-neuf ans, Bowell s'est joint à l'ordre d'Orange, société fraternelle protestante dont il devient en 1870 le grand maître pour l'Amérique du Nord britannique. Ses liens avec les extrémistes protestants n'ont toutefois pas toujours marqué son action politique. En 1863, il est candidat du Parti libéral-conservateur dans la circonscription de Hastings-Nord. Les libéraux font campagne contre les droits des catholiques, position que Bowell refuse d'adopter, et il est défait aux élections. Il est élu en 1867 et conserve son siège à la Chambre des communes en 1874, lorsque les conservateurs sont défaits par suite du scandale du Pacifique. En 1878, il est nommé ministre des Douanes et chargé d'imposer les tarifs douaniers de protection de la nouvelle Politique nationale. Il est ministre de la Milice et de la Défense en 1892, puis le premier ministre Thompson lui confie le portefeuille du nouveau ministère du Commerce. À ce titre, il dirige une mission commerciale en

Australie et organise une conférence des colonies. Bowell s'est bien acquitté de ses fonctions ministérielles, mais lorsqu'il est nommé au poste de premier ministre, à la suite du décès de John Thompson, les responsabilités qui lui incombent dépassent ses compétences. Il ne fait aucun doute que la question des écoles du Manitoba a été trop complexe pour lui.

En vertu d'une disposition de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* assurant les droits des minorités à l'éducation, un système d'écoles protestantes et catholiques est mis en place au Manitoba lorsque ce territoire devient une province canadienne en 1870. En 1890, le gouvernement du Manitoba abolit l'aide de l'État aux écoles catholiques. La décision est contestée et renversée par la Cour suprême du Canada, dont le jugement est de nouveau renversé par le Conseil privé de Londres. En 1895, la question déchaîne les passions au Canada, et le Parlement doit décider s'il lui faut ou non fouler aux pieds la décision manitobaine. Le Québec appuie farouchement les droits des catholiques; le Manitoba met le gouvernement fédéral au défi d'empiéter sur ses décisions, et l'Ontario protestant appuie le Manitoba. Ces différends divisent également le Cabinet de Bowell. Occupant la fonction de sénateur, Bowell est doublement entravé, car il ne peut pas participer aux débats de la Chambre des communes, ni compter sur aucun ministre pour le représenter aux Communes. Dès lors, les affaires courantes du gouvernement sont freinées.

Malgré ses propres convictions religieuses, Bowell appuie le projet de loi de juin 1895 qui oblige le Manitoba à rétablir les écoles catholiques, reconnaissant leurs droits en vertu de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*. Cependant, l'opposition au sein du Cabinet et sa propre indécision l'amènent à repousser le dossier pendant six mois. En janvier 1896, le Cabinet déclare que Bowell n'a pas les compétences nécessaires pour diriger le gouvernement. Sept ministres démissionnent pour forcer le premier ministre à quitter son poste. Ils empêchent Bowell de nommer des remplaçants, ce qui déclenche une crise au sein du gouvernement. Dix jours plus tard, la situation semble revenir à la normale, six ministres ayant été rétablis dans leurs fonctions et Charles Tupper s'étant joint au Cabinet. Le gouverneur général intervient au nom de Bowell, mais Tupper assume pratiquement la direction du parti. À la fin de la session, Bowell cède son poste à Tupper.

En dépit de l'humiliant échec qu'il a subi à titre de premier ministre, Bowell demeure sénateur; il assume les fonctions de chef de l'opposition au Sénat après la défaite des conservateurs en 1896. L'année suivante, il se déclare libre de toute allégeance partisane, peut-être pour reprocher leur conduite à ses anciens collègues. Il demeure au Sénat jusqu'à son décès, en 1917.

## Anecdote

### Un nid de traîtres

C'est en ces termes que le premier ministre sir Mackenzie Bowell parle des ministres de son Cabinet lorsque ceux-ci veulent le contraindre à démissionner. Les rapports entre le premier ministre et le Cabinet sont parfois tendus, même dans les meilleures circonstances, mais quand la situation tourne au pire, les confrontations peuvent être catastrophiques. Mackenzie Bowell a le douteux honneur d'être le seul premier ministre du Canada à avoir été forcé de démissionner par son Cabinet.

Bowell est nommé premier ministre par le gouverneur général en décembre 1894, après le décès subit du premier ministre sir John Thompson. À ce moment, la nation et le gouvernement sont gravement déchirés par la question des écoles du Manitoba concernant les droits à l'éducation des catholiques. Les mesures prises par Bowell pour essayer de corriger la situation sont entravées par sa propre indécision et les conflits qui déchirent le Cabinet. En tant que sénateur, Bowell ne peut pas défendre ses opinions à la Chambre des communes.

En janvier 1896, il a perdu la confiance de son Cabinet, dont les membres complotent pour le remplacer par Charles Tupper, alors haut-commissaire du Canada en Grande-Bretagne. Sept ministres démissionnent et font obstacle aux successeurs possibles dès l'arrivée de ces derniers à Ottawa. Le gouvernement cesse toute activité. Le gouverneur général intervient alors en faveur de Bowell et obtient pour lui un sursis de trois mois. En avril 1896, Bowell cède au « nid de traîtres » et démissionne en faveur de Tupper.

## Bibliographie

« Bowell, sir Mackenzie », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, Université de Toronto / Université Laval, 2000, [www.biographi.ca/FR/ShowBio.asp?BioId=41353](http://www.biographi.ca/FR/ShowBio.asp?BioId=41353) [page consultée le 5 octobre 2009].

Boyce, Betsy. *Mackenzie Bowell's Government and the Manitoba Schools*, [Belleville (Ont.)], Hastings County Historical Society, 1999.

Granatstein, J.L. et Norman Hillmer. *Prime Ministers: Ranking Canada's Leaders*, Toronto, Harper Collins, 1999.

*Les premiers ministres du Canada, 1867-1994*, [Ottawa], Archives nationales du Canada, [1994].

*Les premiers ministres du Canada, 1867-1994 : biographies et anecdotes*, [Ottawa], Archives nationales du Canada, [1994].

Sellar, Robert. *A few words with Sir Mackenzie Bowell*, [Huntingdon (Québec), s.n.], 1895.

Waite, P. B. « Bowell, sir Mackenzie », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XIV, Presses de l'Université Laval, [1998], pages 131-136.